

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	9
--------------	---

1

Le droit disciplinaire au regard de la Convention européenne des droits de l'homme.....	11
---	----

Frédéric Krenc

avocat

maître de conférences invité à l'U.C.L.

chercheur associé à l'Université Saint-Louis Bruxelles

Françoise Tulkens

ancienne juge et vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'homme

professeure émérite de l'U.C.L.

membre associée de l'Académie royale de Belgique

Introduction.....	12
-------------------	----

Section 1

Les droits substantiels.....	13
A. <i>L'interdit de la torture et des peines et traitements inhumains ou dégradants</i>	13
B. <i>La légalité des délits et des peines</i>	14
C. <i>Le droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance</i>	16
D. <i>La liberté d'expression</i>	19
E. <i>La liberté de réunion et d'association</i>	23
F. <i>La protection de la propriété</i>	24
G. <i>Le droit à l'instruction</i>	26
H. Non bis in idem.....	27

Section 2

Les droits procéduraux.....	28
A. <i>L'applicabilité des garanties</i>	28
B. <i>L'application des garanties</i>	32
C. <i>Le contenu des garanties</i>	33
1. Le droit d'accès à un tribunal.....	33
2. Le principe de la sécurité juridique.....	34
3. L'indépendance et l'impartialité.....	35

4. Les principes du contradictoire et de l'égalité des armes.....	37
5. L'exigence du « délai raisonnable ».....	39
6. Le droit à une audience.....	40
7. La publicité des débats.....	41
8. Le droit à la présomption d'innocence.....	42
D. <i>La renonciation aux garanties</i>	44
<i>Conclusion</i>	45

2

Le régime disciplinaire de la fonction publique européenne : un modèle à suivre ?

Anaïs Guillerme

avocate au barreau de Paris et au barreau de Bruxelles (liste E)

Thierry Bontinck

avocat au barreau de Bruxelles et au barreau de Paris (liste européenne)

<i>Introduction</i>	48
A. <i>Genèse: L'évolution de la fonction disciplinaire dans les institutions de l'U.E.</i>	48
B. <i>Présentation du cadre juridique</i>	49
1. Le Statut des fonctionnaires européens et ses dispositions d'exécution.....	49
2. L'invocabilité des dispositions de l'article 6 de la C.E.D.H. ?	51
3. Les principes généraux du droit de la fonction publique européenne et les dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union.....	53

Section 1

Distinction entre l'enquête administrative et la procédure disciplinaire..... 54

A. *Les autorités compétentes pour mener l'enquête*..... 55

B. *La conduite de l'enquête administrative*..... 56

Section 2

La suspension..... 59

Section 3

Les principales étapes de la procédure..... 60

A. *L'audition préalable du fonctionnaire par l'A.I.P.N.*..... 60

B. *La procédure devant le conseil de discipline*..... 61

 1. La composition du conseil de discipline..... 61

 2. La procédure applicable..... 62

 3. L'avis du conseil de discipline..... 63

C. <i>L'audition du fonctionnaire devant l'A.I.P.N. et le prononcé d'une éventuelle sanction</i>	64
D. <i>Les voies de recours</i>	66
1. La juridiction compétente	66
2. L'étendue du contrôle juridictionnel	67
Section 4	
Les droits de la défense du fonctionnaire européen.....	68
A. <i>Les droits de la défense du fonctionnaire lors de l'enquête administrative</i>	68
B. <i>Les droits du fonctionnaire dans le cadre de la procédure disciplinaire</i> ...	70
1. Le respect du principe du contradictoire.....	71
2. Le principe de bonne administration et le délai raisonnable	72
C. <i>Les droits du fonctionnaire en cas de poursuites pénales parallèles</i>	73
Conclusion	75

3

Actualités du droit disciplinaire dans la fonction publique..... 85

Eric Lemmens
*avocat au barreau de Liège,
ancien bâtonnier,
spécialiste en droit administratif et en droit constitutionnel*

Section 1	
La faute de l'agent : les faits répréhensibles.....	86

Section 2	
Les sanctions encourues	87

Section 3	
La procédure disciplinaire proprement dite.....	87
A. <i>L'autorité disciplinaire et le principe d'impartialité</i>	88
B. <i>L'intérêt au recours: un intérêt moral suffit</i>	89
C. <i>Le pénal ne tient pas le disciplinaire en l'état: la présomption d'innocence et la question épineuse du délai raisonnable</i>	89
D. <i>Le point de départ du délai de prescription</i>	94
E. <i>Le vote de l'autorité disciplinaire doit-il avoir lieu au scrutin secret?</i>	94
F. <i>La motivation de la décision et le contrôle marginal du Conseil d'État</i>	95
G. <i>Le principe non bis in idem</i>	97

H. <i>La question de la sanction disciplinaire déguisée</i>	98
I. <i>Les droits de la défense vs. le principe audi alteram partem</i>	100
Section 4	
Le recours en suspension devant le Conseil d'État et la question de l'urgence à statuer	101
<i>Conclusion</i>	105
4	
La discipline judiciaire	107
Christine Matray <i>conseiller honoraire à la Cour de cassation</i>	
Section 1	
La procédure disciplinaire	108
A. <i>Introduction</i>	108
B. <i>Les grandes lignes de la réforme</i>	109
C. <i>Les mesures d'ordre</i>	114
D. <i>Les sanctions disciplinaires déguisées</i>	117
Section 2	
La faute disciplinaire	118
A. <i>La norme disciplinaire</i>	119
B. <i>Le manquement répété au devoir de diligence</i>	120
C. <i>La disparition de la banque de données</i>	120
D. <i>La sanction des manquements</i>	122
1. <i>L'avertissement (première mineure de l'ancienne législation)</i>	122
2. <i>La réprimande (seconde peine mineure de l'ancienne législation)</i>	124
3. <i>La retenue de traitement</i>	124
4. <i>La suspension disciplinaire</i>	125
5. <i>La régression barémique ou perte du dernier supplément de traitement</i> ..	125
6. <i>La rétrogradation ou le retrait du mandat visé à l'article 58bis du Code judiciaire</i>	125
7. <i>La démission d'office</i>	126
8. <i>La destitution ou la révocation</i>	127
9. <i>Un sympathique acquittement</i>	127
Section 3	
La liberté d'expression des magistrats, jusqu'où?	128
A. <i>Le devoir de réserve</i>	128

B. <i>L'évolution de la jurisprudence en matière de liberté d'expression des magistrats</i>	129
1. L'affaire Panier	130
a) La loi au sens de l'article 10.2. de la Convention européenne	131
b) L'article 404 du Code judiciaire, une base légale à une restriction de la liberté d'expression du magistrat ?	132
2. L'affaire X: l'affichage des convictions politiques du magistrat	133
3. La jurisprudence de la Cour européenne en matière de liberté d'expression des juges	134
a) L'affaire Wille c. Liechtenstein – arrêt du 28 octobre 1999	134
b) L'affaire Koudechkina c. Russie – arrêt du 26 février 2009	135
c) L'arrêt Baka c. Hongrie – arrêt du 23 juin 2016	135

5

Le droit disciplinaire des avocats

François Bruyns

avocat au barreau de Bruxelles

<i>Introduction</i>	140
A. <i>Le droit disciplinaire en général</i>	140
B. <i>Le droit disciplinaire des avocats</i>	141

Section 1

Les organes du pouvoir disciplinaire	145
A. <i>Le bâtonnier</i>	145
B. <i>Le président du conseil de discipline</i>	148
C. <i>Le conseil de discipline</i>	149
D. <i>Le conseil de discipline d'appel</i>	150

Section 2

La procédure disciplinaire	152
A. <i>L'ouverture de l'enquête</i>	152
B. <i>L'instruction</i>	154
C. <i>La clôture de l'enquête</i>	156
D. <i>L'audience disciplinaire</i>	157
E. <i>Les sanctions</i>	159
F. <i>Les recours</i>	163

6

Le droit disciplinaire notarial : entre tradition et modernité..... 165

Matthieu Van Molle

notaire

chargé de cours à l'U.Lg.

maître de conférences à l'U.L.B.

Introduction..... 166

Section 1

Généralités..... 166

A. *Discipline et déontologie positive*..... 166

B. *Principes fondamentaux en matière de discipline*..... 167

C. *Sources de la discipline notariale*..... 168

Section 2

Organes de discipline..... 169

A. *La compagnie provinciale des notaires*..... 169

B. *La chambre des notaires*..... 169

C. *La Chambre nationale des notaires*..... 170

D. *Les commissions de nomination*..... 171

E. *L'ombudsman pour le notariat*..... 172

Section 3

Procédure disciplinaire..... 173

A. *Champ d'application ratione personae*..... 173

B. *Peines disciplinaires*..... 173

C. *Procédure*..... 175

1. *Synthèse*..... 175

2. *Procédure devant la chambre des notaires*..... 175

3. *Procédure devant le tribunal civil*..... 181

4. *Suspension préventive*..... 183

Conclusion..... 184

7

Le droit disciplinaire des juristes d'entreprise 187

Jean Cattaruzza
juriste d'entreprise

Christian Jammaers
juriste d'entreprise

Section 1

Spécificités de la profession de juriste d'entreprise 188

Section 2

La discipline des juristes d'entreprise 190

A. *Les organes disciplinaires* 190

B. *Les sanctions disciplinaires* 192

Section 3

Confidentialité et publicité des décisions 192

Section 4

Principes applicables 193

Section 5

En pratique 195

8

L'huissier de justice et la discipline 197

Patrick Gielen
huissier de justice à Bruxelles

Introduction 198

Section 1

Les obligations des huissiers de justice et des candidats-huissiers de justice 199

Section 2

Nouvelle procédure disciplinaire 201

A. *Extension de la procédure disciplinaire aux candidats-huissiers de justice* 201

B. *Sous l'autorité du procureur général* 201

C. *Les peines disciplinaires* 202

1. Les peines disciplinaires mineures 202

2. Les peines de haute discipline.....	202
D. <i>L'instruction disciplinaire</i>	203
1. Délai	203
2. L'instruction disciplinaire au niveau de l'arrondissement.....	204
3. L'instruction disciplinaire au niveau de la Chambre nationale.....	204
4. Le répertoire électronique et les plaintes simultanées.....	205
5. L'instruction disciplinaire électronique	206
6. La procédure en matière de discipline devant la commission disciplinaire ..	206
a) Composition de la commission disciplinaire	207
b) Désignation des membres des commissions disciplinaires.....	208
c) Saisine de la commission disciplinaire.....	208
d) Procédure disciplinaire devant la commission	208
7. La procédure de discipline devant le tribunal civil	210
a) Saisine du tribunal de première instance.....	210
b) Compétence territoriale.....	210
c) Recours	210
8. La suspension préventive	211
 <u>Section 3</u>	
Rapport annuel de la Chambre nationale des huissiers de justice....	211
A. <i>Statistiques 2015: Au niveau de la chambre d'arrondissement et de la Chambre nationale</i>	212
B. <i>Statistiques 2015: Nombre de décisions des commissions de discipline</i>	212
C. <i>Commentaires sur ces chiffres</i>	212
1. Le nombre de plaintes enregistrées.....	212
2. Tentative de conciliation.....	213
3. Le taux significatif de classements sans suite prononcés.....	213
4. Nombre de décisions de la commission disciplinaire.....	213
5. Nombre important de dossiers encore en cours d'instruction.....	214